



Réseau Homme&Nature

Association Régionale Nord - Pas de Calais

Mouvement National de Lutte pour l'Environnement

Dunkerque, le 1er juillet 2025.

**Avis sur le dossier soumis à enquête publique
du Projet AMELI GREEN LIME SOLUTIONS à Gravelines 59820**

Avis NEGATIF sur le projet car il ne correspond pas aux intérêts sociétaux tels que les enjeux sociaux, environnementaux et aux objectifs de réduction des émissions de CO², ainsi qu'aux intérêts de solidarité entre les territoires Flandres Maritime et de la Cote d'Opale tels que définis à la conférence de RIO en 92 et aux accords de Paris et aux engagements de la France sur le climat

Introduction :

Nous affirmons et sommes conscients que dans un marché concurrentiel où prime l'offre pour satisfaire une demande par rapport à des besoins déjà satisfaits qui se trouvent à proximité est contraire à l'intérêt d'un territoire tant sur le plan économique, social et environnemental que sur la lutte contre le changement climatique.

Ce projet est uniquement destiné aux intérêts des investisseurs et pour capter des fonds publics et des subventions dédiés à la réindustrialisation du territoire dunkerquois à des fins spéculatives.

Le fait de transférer une production existante (venant de l'entreprise Lhoist à RETY) qui satisfait les besoins actuels au nom de la concurrence vers la création d'une nouvelle unité de production à 45 km ne correspond pas aux enjeux de société et territoriaux actuels !

1° PROJET

Arcelor Mittal et SigmaRoc sont associés dans le projet AMELI Green Line Solutions qui vise à construire une usine de production de chaux à empreinte carbone réduite au port ouest.

Il s'agit du projet AMELI : mise en œuvre au port ouest de Dunkerque d'une usine de production de chaux à empreinte carbone réduite, utilisant les dernières techniques, afin de réduire l'impact environnemental et les nuisances ; mise en œuvre de 4 fours (3 en production de chaux /300 000 tonnes et 1 pour la production de dolomie / 150 000 tonnes) sur le site du QPO de Gravelines en production annuelle à partir de matériaux bruts en provenance des carrières du Boulonnais (62) ...

Correspondance : Réseau Homme&Nature Nord Pas-de-Calais du MNLE.

: 95, rue de la chapelle 59279 Loon-Plage

Page [1 sur 10.]

Mel : mnle.59.62@free.fr Tel : 06.52.90.20.76. / www.mnle.fr

Mouvement agréé / Siret :449.525.203.00013 / APE : 913 E ; RNA : W594005801

2 ° SITUATION ACTUELLE

Les besoins annuels à ce jour, hors ce projet AMELI, sont fournis à Arcelor Mittal Dunkerque par l'usine LIHOST de RETY dans le Pas de Calais à 45 km (700 000 tonnes / an) représentant 40 % de la capacité de l'usine actuelle de RETY pour le client ARCELOR. L'Usine de RETY, associée avec la cimenterie EQUIOM de LUMBRES s'est engagée dans la construction d'une unité de captation du CO² (Procès AIR LIQUIDE) et d'une canalisation pour rejoindre le terminal dunkerquois sur le projet d'ARTAGNAN.

Le doublonnage des unités de production ne risque-t-il pas de mettre à mal les engagements d'EQUIOM et LIHOST en matière de captation et de transport du CO² ?

Reste à voir, si le projet AMELI dit production bas carbone n'est pas un leurre de communication (GREENWASHING) ne tenant pas compte du bilan carbone global d'un tel projet (car la construction et mise en œuvre de l'outil de production est à prendre en considération dans le bilan carbone) par rapport à la satisfaction des besoins actuels en produits finis et directement exploitables d'Arcelor Mittal Dunkerque ?

3° NE FAUT-IL PAS de L'ETHIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

Compte tenu des enjeux planétaires, des engagements internationaux de l'Etat Français depuis le sommet planète terre de RIO , des accords de Kyoto, de la prise en compte des recommandations du GIEC et des préoccupations de changement et dérèglement climatiques telles que la réduction des gaz à effets de serre et des émissions de carbone au vu des accords de PARIS, le projet AMELI ne correspond pas aux notions de développement durable respectant les 3 piliers (social ; économique ; environnemental) tenant compte des déclinaisons viables, vivables et équitables (sur la santé et la qualité de vie ; sur l'équité et la solidarité sociales ; sur la protection de l'environnement ; sur l'efficacité économique ; sur la solidarité envers les territoires)

Le bilan carbone global de ce projet correspond-il aux attentes sociales, environnementales et économiques du territoire littoral du Nord (Dunkerque) et du Pas-de-Calais (RETY dans le Boulonnais) distant de 50 km ? Celui-ci n'est pas présenté dans ce dossier.

4° INTERROGATIONS SUR LE BILAN CARBONE GLOBAL ET LA PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU PROJET AMELI :

Ce projet, il faut le dire clairement est de doubler les usines engagées dans le même type de production-exploitation sur un même territoire distant de 45 kilomètres, ce qui nous apparaît comme étant du gâchis avec à terme pour l'usine de Rety d'avoir une baisse d'activité avec toutes les conséquences sociales et économiques, avec des licenciements, des risques d'abandon des investissements, notamment vers la décarbonation de la production et la canalisation de transport du CO² pour atteindre Dunkerque en vue la séquestration en couche profonde en projet avec la cimenterie de Lumbres.

Les usines de Rety et Lumbres s'engagent dans la décarbonation de leurs activités. Avec le projet AMELI, qui réduit de 40 % la productivité de Rety auront-elles encore les moyens de mettre en œuvre cet effort de contribuer à la décarbonations de notre industrie ?

Actuellement, l'Industriel Arcelor Mittal se fournit en produits finis à l'entreprise Lhoist de Réty à 45 km. Cette entreprise se fournira en matières brutes aux carrières du Boulonnais à 5 km .

- a) Transport de matières premières brutes (plus 40 % en sus par rapport à la situation actuelle de livraison et de transport de produits finis directement utilisables sur 45 km) ainsi que des déchets divers recyclables, valorisables ou mis en décharge)

Le projet, prévoit son alimentation en matières premières brutes. Cela génèrera inévitablement des nuisances à proximité d'une zone plus peuplées ayant déjà subit pendant des années toutes les nuisances liées à l'exploitation du Quai à Pondéreux (lieux d'implantation du projet) qui engendreront fatalement des poussières, des chargements et déchargements de wagons, camions, de bruits de concassage et des vibrations, des atteintes à la qualité de l'environnement, et accroîtront inévitablement le coût de l'exploitation par le transport de matières brutes venant des carrières du Boulonnais et la gestion de déchets issus des activités d'élaboration des produits finis. Donc plus de transport, rajout ou transfert de nuisances et déchets sur le site de Gravelines

Nature	RETY	AMELI
Production produits finis	700 000 tonnes	900 000 tonnes
Tonnage matière en premières brutes (1)	1 190 000 t	1 530 000 t
Tonnage transporté en sus	490 000 t sur 5 km	890 000 t sur 50 km
Matière annexe à la production de produits finis.	490 tonnes	890 tonnes
Emissions de CO ² en sus pour le transport de matière brutes	490 t * 5 km = ?	890 t * 50 km = ?
Soit X km par tonne transportée en production de CO ² sur l'année.	2 450 km	44 500 km
Fourniture de dolomie ? (2)	?	Espagne

- (1) Concernant le transport, il faut savoir qu'à quantité égale de matière active (CaO) la pierre pèse quasiment 2 fois plus lourd que la chaux (1.78 x pour le calcaire et 2 x pour la dolomie)
 (2) sachant qu'il faut 2 tonnes de matière brutes pour 1 tonne de dolomie exploitable.

- b) Le projet prévoit la construction d'une usine de 4 fours alors que la production annuelle de 900 000 tonnes de leurs besoins est située à 45 km pour la fourniture de chaux et dolomie.

Le site de Réty est déjà équipé de ces installations. Le projet prévoit le doublonnage d'un équipement existant à 45 km et demandera pour sa construction un investissement faramineux pour un bilan

Carbone global du projet plus que négatif sur l'ensemble des équipements, car c'est un rajout de ce qui existe déjà à proximité !

c) Transport à l'intérieur du site dunkerquois (le brouettage sur 1,6 km)

Il est prévu une centaine de camions par jour pour la réception des matières premières et le transfert des productions. Cela représente un coût supplémentaire, par rapport à la livraison des produits finis (actuellement) et représente donc en totalité un bilan négatif sur l'empreinte carbone du projet.

5 ° ETUDE SANITAIRE INCOMPLETE ? VOIR INEXISTANTE PAR RAPPORT AUX ATTENTES ET AUX ENJEUX DE SANTE PUBLIQUE !

Ref : AMELI GREEN LIME SOLUTIONS – GRAVELINES / DDAE – Résumé non technique de l'étude d'impact / KALIÈS KA22.03.003 / Page 49

La partie sanitaire d'une étude d'impact (impact sur la santé de la population) pour un site concerné par la directive dite IED comme c'est le cas du projet de AMELi doit comprendre un volet dit IEM (Interprétation de l'État des Milieux) et un volet évaluation des risques sanitaires dit prospectifs.

Le volet dit IEM permet d'identifier si le milieu dans lequel il est suspecté un rejet (l'air par exemple ou le sol pour les retombées) est déjà dégradé ou non par les polluants susceptibles d'être émis par le projet.

Si le milieu est déjà beaucoup trop dégradé, alors il ne sera pas possible de mettre en œuvre le projet avec une émission de ces polluants par l'exploitant

Résumé non technique de l'étude d'impact / KALIÈS KA22.03.003 Page|50

L'évaluation prospective des risques sanitaires nécessite de modéliser les niveaux d'exposition de la population à partir des différentes sources/milieux de l'environnement, via plusieurs modes de transferts et voies d'administration des polluants.

Les calculs de risques sanitaires avec les valeurs d'émissions proposées par l'exploitant montrent que l'impact sanitaire du site AMELi (phases 1 + 2) peut être considéré comme non significatif (ou faible) à l'encontre des populations environnantes.

6° EN MATIERE DE REJETS ATMOSPHERIQUES CHAQUE INDUSTRIEL DUNKERQOIS EST SENSE RESPECTER LES NORMES ET AUTORISATIONS
--

Mais qu'en est-il du ressenti de la population, des risques sanitaires et de ses impacts sur la santé avec le cumul des rejets déjà existant, de l'effet cocktail et des interactions entre ces divers polluants rejetés dans l'atmosphère de l'ensemble des industriels dans l'atmosphère des habitants du Dunkerquois (dont les Gravelinois) au fil des années ?

a) Air ambiant Existant / Données de pollution 2021 pour le secteur de Gravelines

(Source DREAL l'industrie au regard de l'environnement)

Exemple de la Grille de calcul de pollution Rety / Projet Ameli :

(les chiffres présentés sont imaginaires et aléatoires pour cette explication.)

* Quantité de polluant de Réty /Le tonnage de production = X quantité par tonne produit
100 tonnes de rejets / 700 000 tonnes de production = 1,42 t par tonne produit fini

* Quantité pour Ameli : Le polluant par t de produit fini * le tonnage de production
1,42 t * 900 000 tonnes de production = 128,5 t de rejets

Dioxyde de carbone

CHAUX ET DOLOMIES DU BOULONNAIS 62 Rety /	soit	618 000 tonnes
Tonnage prévisible pour le projet Ameli	soit	794 580 tonnes
ALUMINIUM DUNKERQUE SAS 59 Loon-Plage /	soit	497 000 tonnes

COV

CHAUX ET DOLOMIES DU BOULONNAIS 62 Rety /	soit	11 tonnes
Tonnage prévisible pour le projet Ameli /	soit	14 tonnes
HSWT (ex HYET SWEET) 59 Gravelines /	soit	143 tonnes
BASF Gravelines /	soit	50 tonnes
BUSVALERA /	soit	5 tonnes

Dioxyde d'azote

CHAUX ET DOLOMIES DU BOULONNAIS 62 Rety /	soit	226 tonnes
Tonnage prévisible pour le projet Ameli /	soit	290 tonnes
ALUMINIUM DUNKERQUE SAS Loon-Plage	soit	201 tonnes
BASF	soit	0,700 tonne
BUSVALERA	soit	0.98 tonne

Poussières totales

ALUMINIUM DUNKERQUE SAS Loon-Plage /	soit	297 tonnes
Bus Valera	soit	1, 6 tonnes

Oxyde de soufre

ALUMINIUM DUNKERQUE SAS Loon-Plage	soit	3 315 tonnes / 365 = 9 tonnes/jours
BASF	soit	100 tonnes

Dioxine

CHAUX ET DOLOMIES DU BOULONNAIS 62 Rety /	soit	1,5 mg
---	------	--------

Plomb

CHAUX ET DOLOMIES DU BOULONNAIS 62 Rety /	soit	3,3 kg
---	------	--------

Pas de données

Pas de données pour le projet AMELI en poussières

Pour COMILOG Gravelines

Projets à venir :

PROLOGIUM Gravelines

Absence d'élément sur l'impact sanitaire pour les populations et l'environnement des rejets de polluants et pollution émises (air ; eau ; milieu naturel ...) Le projet ne tient pas compte des conséquences et des effets secondaires par rapport aux éléments supplémentaires et cumulatifs sur l'environnement.

7° SOURCE OMS :

Des seuils de référence sont plus exigeants pour réduire les effets de la pollution de l'air ambiant sur la santé. Les nouvelles lignes directrices de l'OMS proposent des seuils de référence¹ ainsi que des objectifs intermédiaires² pour les particules (PM_{2,5} et PM₁₀), le dioxyde d'azote (NO₂), l'ozone (O₃), le dioxyde de soufre (SO₂) et le monoxyde de carbone (CO). Elles donnent également des informations qualitatives sur les bonnes pratiques³ pour la gestion de certains types de particules pour lesquelles on ne dispose pas d'assez de données quantitatives pour établir des seuils de référence.

*** Pollution de l'air / En phase exploitation :**

☐ Hauteur des cheminées élevée permettant une bonne dispersion des émissions ! La hauteur d'une cheminée de donne pas de valeur de dispersion, ni l'impact des retombées sur l'environnement extérieur.

☐ Définition de valeurs limites d'émissions selon la réglementation applicable et le retour d'expérience de SigmaRoc (argumentaire bateau, qui ne correspond pas au vécu et au ressenti avec l'effet cocktail et cumulatif du secteur vécu par les populations)

Polluant	Durée retenue pour le calcul des moyennes	Seuils de référence OMS 2005 (ref)	Seuils de référence OMS 2021 (ref)
		µg = microgramme Concentrations	µg = microgramme Concentrations
PM _{2,5} (µg/m ³)	Année	10	5
	24 heures ^a	25	15
PM ₁₀ (µg/m ³)	Année	20	15
	24 heures ^a	50	45
NO ₂ (µg/m ³)	Année	40	10
	24 heures ^a	--	25
O ₃ (µg/m ³)	<i>Pic saisonnier</i> ^b	--	60
	8 heures ^a	100	100
SO ₂ (µg/m ³)	24 heures ^a	20	40
CO (mg/m ³)	24 heures ^a	--	4

Il convient donc pour toutes implantations et prévisions de rejets ou d'émissions de polluants, de tenir compte de la situation existante en ajoutant les données cumulées du projet, et de mettre en avant les principes de prévention et de précaution, et ce dans le respect des engagements de la France dans les accords de KIOTO et de PARIS en matière de changement climatique.

8° Note du Haut Commissariat au PLAN (note de synthèse publié le : 27/08/2020)

Les solidarités entre territoires : un levier pour la transition écologique.

L'action des collectivités territoriales est essentielle à la conduite de la transition écologique. Elle implique de rendre cohérent l'ensemble des politiques publiques territoriales autour de ces enjeux et de coordonner l'action des différentes collectivités. Alors que les élections municipales de 2020 ont mis en place de nouveaux exécutifs locaux, les retours d'expérience des collectivités étudiées par France Stratégie (Albi, Grand Genève, Brest, *Hauts-de-France*) permettent de formuler des recommandations pour une gouvernance adaptée et des moyens d'intervention accrus à l'échelle locale.

Les collectivités étudiées se sont saisies d'une ou plusieurs dimensions de la transition écologique pour en faire un « projet de territoire ». La concrétisation de telles initiatives se joue alors dans l'intégration des stratégies entre intercommunalités, et également avec les autres niveaux de collectivités territoriales, et dans la coordination à ce niveau des outils susceptibles de les mettre en œuvre. Ces mutualisations contribuent à renforcer la capacité d'action des collectivités et la pertinence de cette action.

La contribution de ces projets à la transition écologique pourrait cependant être renforcée. Pour ce faire, il semble essentiel de fiabiliser et de rendre plus robustes les données territoriales produites, afin d'objectiver et de rendre visibles les progrès à réaliser, et de suivre leur concrétisation. Les efforts doivent aussi être poursuivis s'agissant de la mise en cohérence de l'action publique autour de ces projets de transition écologique. La clarification des objectifs et la simplification des outils de la planification territoriale peuvent y contribuer.

Au-delà de quelques collectivités pionnières, le défi que soulève l'engagement de l'ensemble des collectivités dans la transition écologique demeure entier. Si les appels à projets ad-hoc ont leur utilité, les dispositifs de droit commun comme les contrats de plan État-Région ou encore les plans de relance à venir semblent plus susceptibles de généraliser cet engagement.

Une plus grande clarté sur les attributions des différentes collectivités et sur leur articulation contribuerait à la lisibilité et à la légitimité de leur action. En outre, l'association des parties prenantes et des citoyens eux-mêmes aux réflexions paraît désormais indispensable.

Les collectivités concernées et aptes à émettre un avis sur le projet AMELI GREEN LIME SOLUTIONS à Gravelines 59820, tiendront-elles compte des réflexions et du travail de l'expérimentation réalisée ?

La région Hauts-de-France constitue un laboratoire particulièrement intéressant pour étudier la mise en œuvre de la lutte contre le réchauffement climatique dans le domaine de la mobilité à deux égards. Tant par le lancement de programmes ambitieux comme Rev3 que par les innovations de l'action publique qu'elle porte (mobilité inclusive) ou encore les infrastructures dont elle hérite (desserte ferroviaire, réseau fluvial), elle constitue une source d'inspiration pour concrétiser la transition climatique.

Sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France, la prise en compte des critères socio-économiques de ce territoire a une valeur pour illustrer notre avis défavorable pour ne pas concilier ce projet économique (AMELI) et les actions dont le bénéfice social et environnemental à long terme pose question.

Tel que : l'effort de décarbonation ; l'emploi, pour les uns et la perspective du chômage pour les autres ; la cohésion sociale, la santé, l'activité économique et l'empreinte carbone des modes de vie et de productions ... pour proposer et émettre des avis pour des solutions adaptées.

a) Mise en concurrence des sites sur la production de matières premières, sur l'emploi, la rentabilité économique, le devenir économique, la pérennisation de l'emploi d'une entreprise et des revenus associés pour les collectivités rurales.

b) Mise en concurrence des territoires et des collectivités sans tenir compte des intérêts des populations entre les agglomérations urbaines, industrielles et portuaires et des territoires et agglomérations rurales, de leur pérennité et de leur développement

En tout cas, cela ne relève pas d'une politique industrielle responsable pour le territoire, l'activité économique, les populations et les collectivités.

9 ° ANALYSE du DOSSIER

a) Installation de pré-traitement des matières premières

Les nuisances doivent être précisées sur le plan du bruit, du criblage, du broyage, des vibrations, et de la manutention sur le site tant à l'intérieur pour le personnel qu'à l'extérieur pour les entreprises limitrophes, que pour le voisinage des populations en tenant compte des émissions dans l'atmosphère de ces opérations.

b) Le dossier fait référence à la réglementation BEGES du 1^{er} juillet 2022.

Il convient pour évaluer correctement les émissions de CO² de tenir compte des émissions indirectes de la chaîne d'approvisionnement (matières brutes et tonnage supplémentaire dans le transport par rapport au produit fini), donc la réduction de l'empreinte carbone pour le transport de matière 1^{er} brutes n'est pas possible.

Les rejets de GES par l'installation et par les poids-lourds en phase 1 sont estimés à 1 039 863 tCO₂eq. La comparaison des scénarios avec et sans mise en œuvre du projet montre que les émissions de CO₂ seront réduites d'au moins 6 % avec la mise en œuvre du projet d'AMELI en phase 1. Sur le long terme, la mise en œuvre de la phase 3 du projet permettra de capter les émissions de CO₂ émises par AMELI.

Comment affirmer et sur quoi se base-t-on pour affirmer et scander la notion de bas carbone de ce projet quand ce n'est que la phase 3 (si elle se réalise) avec la captation du carbone ?

c) Le dolomie vient d'Espagne

Une population dense se trouve dans un rayon de 3 km du site.

L'exploitation du QPO a pendant des années causé des nuisances aux populations des Huttes de Gravelines sans réellement trouver des solutions pour les supprimer, mais uniquement pour les minimiser. Il ne faudrait pas que cela recommence en ne mettant pas en œuvre les moyens adéquats dans le déchargement et la manutention des produits.

Il est prévu le déchargement à quai et le transport sur 1 km de la matière réceptionnée !

Quid des modalités de déchargement, de manutentions, des conditions et modalités de transport pour éviter tout ré-envol dans l'atmosphère pendant les manipulations ?

Le déchargement d'alumine du voisin Pechiney par système pneumatique démontre des défaillances régulières ayant pour conséquences l'émission d'un brouillard d'alumine opaque qui dépasse largement les limites du bord à quai du Port Ouest.

d) Sur l'intérêt de la localisation, l'économie circulaire et l'hypothétique clientélisme...

Nombre de fonds d'investissements sont orientés vers le dunkerquois et sa zone industrielle et portuaire. Une aubaine pour qui ? Le dossier fait référence au projet ERANET-Suez comme client potentiel (or, Eranet-Suez vient de jeter l'éponge sur son projet dunkerquois) Il en fut de même pour la subvention publique.

Le site d'Arcelor Mittal et les projets de l'entreprise... On a parlé dernièrement du devenir d'Arcelor-Mittal dans le Dunkerquois. La décarbonation ; l'acier électrique avec la transformation du HF4 ; les fours électriques ; l'arrivée de lignes RTE de 400 000 volts... Et le désengagement d'Arcelor dans le Dunkerquois ! La construction par Arcelor d'une usine aux Etats-Unis....!

La réalité économique des enjeux actuels : le HF4 est en très mauvais état, il faut donc en faire un autre ce qui n'est pas sans conséquences en matière d'investissement ! (Bruits de couloir : Les accords avec le Mercosur et le Brésil prévoient d'acheminer des brames d'acier pour remplacer la production dunkerquoise et économiser ainsi le fonctionnement de l'accueil des minerais et des

charbons et de leur transformation, du fonctionnement de la cokerie et le laminage primaire des brames.) La guerre des matières premières et des terres rares est déjà lancé à l'échelle planétaire !)

Le contexte géopolitique international et l'approche des périodes d'élections ne sont pas propices à la divulgation et à la reconnaissance de certaines décisions à mettre en débats sur le devenir de la sidérurgie dunkerquoise !

e) Un projet d'intérêt public majeur !

Ce n'est pas tout de l'écrire, mais il faut le démontrer si on ne veut pas que ce ne soit qu'un slogan !

Qu'en pensent les populations rurales, les travailleurs et les collectivités autour de LUMBRES et de RETY sur doublonnage d'une activité économique à 45 km de chez eux ainsi que les industriels du secteur qui se sont lancés dans la captation du carbone (pour produire également de la chaux et du ciment bas carbone !)

En démocratie, Agir pour une transition juste ne doit pas n'être qu'un slogan !
--

- Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles
- Agir en faveur du climat, de la planète et de sa biodiversité
- Une éducation et une formation pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable et planétaire
- Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des objectifs de développement durable, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriales.
- Le projet Ameli est de fait concurrentiel à Rety sans tenir compte des fluctuations dans la production des tonnages d'acier, des cours au niveau mondial et des conséquences sociales et économiques pour une localisation dunkerquoise.

Il est impératif que notre société évolue et se transforme sur le plan social, économique et environnemental avec tous les acteurs et les populations.

Au nom de la ré-industrialisation les acteurs économiques doivent également prendre ces éléments en compte dans leurs fonctionnements et leurs projets. Il en va de la responsabilité de toutes et tous pour répondre aux enjeux climatiques pour la planète pour ces territoires et leurs populations ainsi que pour le devenir de l'Humanité.

Avis Défavorable au regard des argumentaires présentés dans cet avis.

Pour le Réseau Homme&Nature du Nord Pas-de-Calais du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement
M. Christian MUYS / Président du Réseau Homme&Nature Nord – Pas-de-Calais du M.N.L.E.